



**PRÉFÈTE
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 Nancy

Nancy, le 15/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ENVIE 2E LORRAINE

Pôle industriel Toul Europe
2 rue Guy Pernin
54200 Toul

Références : 1067_2024
Code AIOT : 0100001953

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/07/2024 dans l'établissement ENVIE 2E LORRAINE implanté Pôle industriel Toul Europe 2 rue Guy Pernin 54200 Toul. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le SDIS54 a émis un avis défavorable sur le dossier de demande d'autorisation environnementale de la société ENVIE2E LORRAINE concernant l'évolution de son site de Toul. Cet avis mentionne que "la réserve incendie de 1000m³ est actuellement mise hors service depuis le 07/02/2024 entraînant un déficit important pour la défense incendie du site".

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ENVIE 2E LORRAINE
- Pôle industriel Toul Europe 2 rue Guy Pernin 54200 Toul
- Code AIOT : 0100001953
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Envie 2 Lorraine exploite à Toul une installation de collecte, regroupement et valorisation des Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques (DEEE) et une installation de collecte, regroupement et traitement de matelas.

Thèmes de l'inspection :

Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 23/11/2011, article Annexe I Point 4.2	Sans objet
2	Isolement du réseau de collecte	Arrêté Ministériel du 23/11/2011, article Annexe I Point 2.11	Sans objet
3	Rejet des effluents	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I Point 5.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite aux travaux effectués, la réserve incendie de 1000m³ est de nouveau remplie et opérationnelle.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont entretenus et contrôlés.

Les dispositifs de traitement des effluents sont entretenus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/11/2011, article Annexe I Point 4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : (...) L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none">• d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...), publics ou privés, dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre ;• d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;• d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;• de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ;• d'un système d'alarme incendie ;• de matériels de protection adaptés. Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Les rapports de ces vérifications sont consignés dans le dossier " installations classées " prévu au point 1.4.
Constats : La réserve incendie de 1000m ³ a été réparée comme l'atteste le compte-rendu d'expertise du 12/03/2024 transmis par l'exploitant. Ce rapport conclut que <i>"L'entaille de quelques centimètres à proximité d'un des raccordements enterrés correspond bien à la lente vidange de la citerne. Il semble qu'avec le temps, les zones de remblai autour des raccordements se sont légèrement affaissées par rapport au reste de la plateforme, sous le poids de l'eau. Et sur l'un des raccordements, la toile s'est déformée et était en contact avec un caillou et avec le temps, une perforation s'est produite entraînant cette vidange de la citerne. La réparation de la citerne ainsi que la reprise des remblais lors de la remise en place de la citerne ont été effectués et la citerne peut de nouveau être remplie. Elle est de nouveau opérationnelle."</i> Lors de la visite, l'inspection des installations classées a constaté que la réserve était remplie. Le poteau incendie situé à proximité immédiate du site a été testé le 17/01/2023 et montrait un débit maximum de 140 m ³ /h et un débit à 1 bar de 116m ³ /h. Le rapport de contrôle des extincteurs et RIA du site est daté du 02/10/2023. L'inspection des installations classées a constaté par échantillonnage que ces équipements ont été vérifiés il y a moins d'un an. Le rapport de vérification Q4 daté du 02/10/2023 conclut à la conformité de l'installation par rapport au référentiel APSAD. Le rapport de vérification du système de détection incendie daté du 19/03/2024 ne montre pas de non-conformité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Isolement du réseau de collecte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/11/2011, article Annexe I Point 2.11
Thème(s) : Risques accidentels, Risque de pollution des eaux
Prescription contrôlée : Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou l'écoulement d'un accident de transport. Une consigne définit les modalités de mise en oeuvre de ces dispositifs.
Constats : L'inspection des installations classée a constaté la présence d'un dispositif d'isolement et d'une fiche réflexe "Mise sur rétention du site" affichée à proximité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Rejet des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I Point 5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Risque de pollution des eaux
Prescription contrôlée : Le dispositif de traitement des effluents susceptibles d'être pollués est entretenu par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les fiches de suivi du nettoyage des équipements ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a présenté deux fiches d'intervention et deux bordereaux de suivi de déchets datés du 10/10/2023 et correspondant à l'entretien des deux dispositifs de traitement des effluents susceptibles d'être pollués.
Type de suites proposées : Sans suite